

from a broader aspect than the people of the Lower Provinces; and added that the hon. gentleman himself had considered this question in an unprejudiced manner. Why, when did he consider it an unprejudiced manner? Were the deeds of the Government to be vindicated only by their paid Commissioner—by a gentleman who received a salary from the Government in connection with this very railway and who had not gone back to his constituents to get their ratifications of his having accepted the office; that, forsooth, was the gentleman who was to talk about unprejudiced judgment and unbiased consideration, and about the representatives of the Lower Provinces having personal interests in the question. They indeed might have personal interests in it, but that hon. gentleman had personal interests in another sense, which should have made him conscious that he was not a fit exponent of the views of the people of Ontario in this matter. After some remarks on the speech of the member for Toronto West, he said he should vote nay to the amendment. He should vote it was the people's privilege to have the question discussed, and if that should carry they would then see what to do with the original motion.

Mr. Carmichael said he would vote against the North Shore route.

Mr. Le Vesconte would vote for the amendment.

Mr. D. A. Macdonald did not believe the road would be any good either in a commercial or a military point of view; but they could not break faith with the Imperial Government and he felt therefore forced to vote for the amendment.

Mr. McLelan believed that the expenditure of this Intercolonial Railway money would be a direct benefit to the Dominion. Having obtained the Imperial guarantee, it was prejudicial to the faith and integrity of the Dominion to entertain any idea of repudiation or selection of another route.

Mr. Mackenzie closed the debate. He replied at length to the members for Lennox, Cumberland, and others, and proceeded to argue that his resolutions distinctly contemplated keeping up the original agreement. As to the public opinion of Ontario being against the route, he believed it was undoubted. Leaving out of the account the two ministerial organs in London and the two in Ottawa, not a public newspaper, with any exception, had pronounced in favour of this North Shore scheme.

lui-même envisage la question d'une manière impartiale. Mais quand l'a-t-il considérée d'une manière impartiale? Est-ce que les mesures prises par le Gouvernement ne peuvent être défendues que par le commissaire qui est à sa solde, qui est rétribué pour son travail et qui n'est pas allé demander l'approbation de ses électeurs quand il a accepté le poste; en vérité il s'agit là de l'homme qui vient parler de jugement impartial, et qui prétend que les représentants des provinces du Bas-Canada possèdent des intérêts personnels dans la question. Il se peut qu'ils y aient des intérêts personnels, mais cette personne possède également des intérêts personnels dans un autre sens, ce qui aurait dû lui faire réaliser qu'il n'est pas le meilleur interprète des opinions de la population de l'Ontario sur cette question. Après certaines remarques sur le discours prononcé par le député de Toronto Ouest, il dit qu'il votera contre l'amendement. Son vote signifiera que c'est le privilège de la population que l'on discute de la question, et si la motion est adoptée, l'on verra ensuite ce qu'il convient de faire de la motion originale.

M. Carmichael dit qu'il votera contre le parcours de la rive Nord.

M. Le Vesconte votera pour l'amendement.

M. D. A. Macdonald ne croit pas que la ligne soit une bonne chose ni du point de vue commercial ni du point de vue militaire; mais on ne peut manquer à sa parole envers le Gouvernement Impérial, et il se voit donc forcé de voter pour l'amendement.

M. McLelan croit que les dépenses pour l'Intercolonial procureront un avantage direct pour le Dominion. Étant donné la garantie du Gouvernement Impérial, ce serait aller à l'encontre de l'honneur et de l'intégrité du Dominion que d'envisager l'abandon pur et simple ou le choix d'un autre itinéraire.

M. Mackenzie clôt le débat. Il répond longuement aux députés de Lennox, de Cumberland et d'autres comtés, et affirme que les résolutions qu'il préconise envisagent très précisément de s'en tenir à l'accord original. En ce qui concerne l'opinion publique en Ontario, à son avis, il est indiscutable qu'elle est contre le parcours choisi. Si l'on ne tient pas compte des deux organes ministériels de Londres et des deux d'Ottawa, aucun journal ne s'est prononcé en faveur du plan de la rive Nord.